

Allocution de Henri Simonet (27 mars 1973)

Depuis quelques mois déjà le débat sur les questions énergétiques est sorti du domaine des spécialistes. L'opinion publique, par la voie d'articles, de conférences, de prises de positions des responsables politiques, commence à être informée de ce que certains esprits peut-être alarmistes ont appelé "la crise de l'énergie". On a même parlé de "panique" au sujet du manque d'énergie aux USA et il faut bien admettre que la conjonction de certaines difficultés que connaissent actuellement la plupart des pays consommateurs d'énergie pour assurer leur sécurité d'approvisionnement mais surtout, pour limiter la hausse du coût de l'énergie nous placent dans un climat d'incertitude quant à l'évolution des choses dans ce domaine.

Sommes-nous vraiment en crise de l'énergie ? Comment sommes-nous arrivés à cette situation et quelles sont les perspectives d'avenir ? Quelle est la place et le rôle de l'Europe dans le débat mondial qui doit s'établir entre les pays producteurs et les pays consommateurs ?

C'est à ces questions que je vais tenter, non pas de répondre, mais de susciter quelques réflexions.

Sommes-nous en crise de l'énergie et quelles sont les perspectives ?

On n'a guère insisté, je pense, sur la spécificité des produits énergétiques. Le charbon, le gaz, le pétrole, les combustibles nucléaires, ne sont pas des produits comme les autres. Certes, leur rareté relative leur donne leur valeur, tout comme pour n'importe quel bien. Mais ils sont beaucoup plus que des matières premières : ils sont porteurs de feu, ils sont source de chaleur et d'énergie, ils sont créateurs de puissance. Qui détient des produits énergétiques, détient de la puissance. Et cela au propre comme au figuré, du point de vue technique et du point de vue économique ou politique. Aux unités techniques de puissance (chevaux vapeurs) que contiennent en fait toute quantité de produits énergétiques correspond une autre valeur dont dispose le détenteur de ces produits. Cette valeur est d'ordre stratégique et politique. Et les pays producteurs de pétrole l'ont bien compris depuis quelques années : ils détiennent dans leurs sous-sols une bonne partie des moyens du progrès économique des pays industrialisés. En imaginant quelle serait notre situation en cas de cessation complète des livraisons de pétrole du Moyen-Orient, nous comprenons mieux pourquoi le pétrole est source de vie. Le pétrole couvre en effet 60 % des besoins énergétiques de l'Europe à l'heure actuelle; la quasi totalité de ce pétrole est importée et dans ces importations, plus du 3/4 des quantités de "crude oil" importé provient des pays du Moyen-Orient ! Cette situation de dépendance dans l'avenir ne fera que s'accroître et l'on prévoit que l'Europe couvrira ses besoins énergétiques à concurrence de 68 % par du pétrole en 1985. Ce n'est qu'au-delà que les espoirs mis dans le développement de l'énergie nucléaire pourront se réaliser.

Comme les USA et dans des proportions assez proches, l'Europe représentera à l'avenir le plus grand marché de consommation du monde. Les USA, qui couvraient jusqu'il y a peu une grande partie de leur consommation par leur propre production vont, par la diminution de leur réserve, peser également dans les années à venir sur la demande mondiale d'énergie. Le Japon, dont la situation de dépendance énergétique à l'égard du reste du monde est encore plus forte que celle de l'Europe, est tout aussi préoccupé par l'ampleur de ses besoins futurs en pétrole.

Ces indications présentent le premier aspect structurel d'une situation qui peut conduire à la crise : les trois plus importantes zones de consommation d'énergie dépendent et surtout dépendront de plus en plus des fournitures extérieures de pétrole pour leur approvisionnement. En dépit de l'effort intensif de recherche qui est fait dans toutes les parties du Monde (Mer du Nord - Alaska - Afrique), la majeure partie de cet approvisionnement proviendra nécessairement des pays du Moyen-Orient : l'Arabie, le Koweït, l'Inde, l'Iraq et les émirats du Golfe Persique (Abu Dhabi).

Exposé dans ces termes, l'on voit immédiatement les risques de conflit d'intérêt, de surenchère et même de chantage qui peuvent naître de pareilles situations.

Le deuxième élément structurel qui définit la situation dans laquelle nous nous trouvons est celui de l'impossibilité de trouver à bref délai des substituts à cette situation de dépendance de l'approvisionnement

des pays consommateurs à l'égard d'un petit nombre de pays producteurs de pétrole.

Dans le domaine pétrolier, comme je l'ai déjà signalé, les recherches se poursuivent mais deviennent de plus en plus coûteuses. Les gisements reconnus dans des "zones sûres" comme la Mer du Nord et l'Alaska présentent des multiples difficultés d'exploitation et le coût du pétrole de ces origines restera fort élevé. Ajoutons que les quantités espérées sont de toute façon fort limitées. Les réserves prouvées de l'Alaska couvrant à peine 3 ans des besoins des USA.

Le gaz offre des perspectives un peu plus encourageantes bien que là aussi la dépendance (URSS et Algérie) soit très forte et que la part prévue du gaz dans l'offre énergétique globale restera de toute façon fort limitée.

Le charbon suscite un regain d'intérêt mais son exploitation en Europe touchera à sa fin d'ici 20 ans et tant les conditions que le coût d'exploitation ne permettent pas d'imaginer que l'on puisse raisonnablement compter sur le charbon européen comme substitut à notre déficit énergétique. Pour certaines raisons (centrales électriques, charbon à coke) il est important de soutenir toutefois sa production dans nos régions. Remarquons que les USA semblent aller à la redécouverte du charbon. A cause de la pollution et surtout par le fait que le pétrole rapporte plus pour moins d'effort, il y avait été négligé. L'ampleur des mines de charbon aux USA et dans d'autres parties du monde, les possibilités de gazéification, mais surtout la crainte d'une dépendance de plus en plus forte à l'égard du pétrole importé poussent maintenant les Américains à insister et à développer la production charbonnière dans les charbonnages.

L'énergie nucléaire, dans laquelle on avait placé beaucoup d'espoir dans les années cinquante, ne parvient pas à se tailler une grande part dans l'alimentation de la demande bien qu'elle soit sans doute la seule possibilité pour les zones industrialisées comme l'Europe de pouvoir un jour assurer leur autonomie énergétique.

Remarquons que pour l'instant l'Europe est encore totalement tributaire des USA pour son approvisionnement d'uranium enrichi nécessaire à l'alimentation des réacteurs nucléaires. La Commission vient de faire un pas en avant en proposant la création d'une capacité communautaire d'enrichissement de l'uranium. Cette décision pourrait conduire les Etats membres à accepter une procédure et à choisir des techniques de production susceptibles de couvrir, en partie, les besoins de l'Europe en 1980. L'horizon retenu et l'incertitude qui pèse encore sur les choix des techniques montre à suffisance que le domaine nucléaire n'est guère éloigné de la phase expérimentale. Rappelons aussi que les espoirs mis dans la "fusion" nucléaire ne nous permettent cependant pas d'espérer une indépendance énergétique dans le domaine avant le début du siècle prochain.

La troisième raison, enfin, qui caractérise la situation de crise que nous vivons est d'ordre conjoncturel et politique. Mais elle est surtout la résultante des deux premières raisons qui expliquent la dépendance des nations industrialisées à l'égard des sources pétrolières du Moyen-Orient et le glissement du pouvoir des compagnies pétrolières aux Etats producteurs.

Le pouvoir de décision n'est plus désormais aux mains des grandes compagnies pétrolières, la plupart américaines, qui dictaient il y a peu leur volonté aux Etats arabes et qui tiraient de leur domination d'immenses profits. Il y a trois ans à peine que le règne des grandes compagnies a commencé à chanceler. En fait, huit compagnies pétrolières américaines et européennes, titulaires de concessions valables jusqu'à la fin du siècle, décidaient des investissements et de la production, modulaient leur cadence d'exploitation suivant les besoins et leurs rapports avec les dirigeants des pays qui se bornaient à percevoir des "royalties". Elles jouissaient de leur position dominante à la fois dans les pays producteurs, divisés et mal organisés et dans les pays consommateurs où pendant longtemps l'organisation de circuits de distribution et de commercialisation des produits raffinés n'a guère été critiquée ou contrôlée. A cet égard, il faut reconnaître que, sauf exceptions (France et Italie) rares sont les pays à avoir une politique pétrolière, alors que des sommes énormes et des efforts considérables ont été faits dans les domaines du charbon et de l'énergie nucléaire par tous les pays européens.

De profonds bouleversements dans les perspectives d'action des firmes pétrolières ont modifié totalement

l'allure de leur marché tant au niveau des pays producteurs qu'à celui des nations consommatrices.

Les pays producteurs par le biais de leur organisation au sein de l'OPEP, par les coups de force du Colonel Kadhafi en Libye et du Shah en Iran, par les "accords" qu'ils ont imposés aux grandes compagnies à Téhéran (janvier 1971) et à Tripoli (mars 1971) ont réussi à renverser la balance des pouvoirs. Ils imposent désormais les prix et les quantités produits, ils sont en position de force pour négocier des procédures de prises de participation majoritaires au sein des sociétés d'exploitation dans des délais sans cesse rapprochés (échéance de 1982 d'abord puis de 1979 maintenant !), ils agitent la menace de nationalisation ou l'exécutent (Irak - Algérie). Sans oublier le pouvoir qui est désormais le leur en dehors du domaine strictement pétrolier : leur apparition sur la scène monétaire où ils disposent des moyens en suffisance pour mettre en danger tout système de paiement international comme l'ont montré les dernières crises monétaires.

Les "accords" négociés entre les pays producteurs et les firmes internationales ont été autant d'étapes vers la domination complète du marché par les premiers.

Au niveau des pays consommateurs, la situation des firmes pétrolières n'a guère été plus favorable. La concurrence qu'elles sont désormais appelées à se faire, les contrôles des prix que la plupart des Etats (à commencer par les USA) ont développé dans le domaine des produits pétroliers et la suspicion qui naît dans une partie de l'opinion publique à l'égard des firmes multinationales ont forcément limité leur pouvoir d'action et leur liberté. Leur moyen de profit se réduit, au moment même où les actions de prospection, de transport et de raffinage demandent des capitaux de plus en plus importants. Coincées entre l'attitude du pays producteur et celle des Etats consommateurs, les firmes pétrolières vivent une phase fondamentale de leur histoire : la période de l'autofinancement quasi intégral de leur développement se termine ; elles doivent désormais se tourner vers le marché des capitaux pour financer leurs investissements, elles doivent négocier avec les pouvoirs publics de prix de vente plus chers de leurs produits ; elles ne sont même plus les leaders du marché ; elles deviendront bientôt des intermédiaires techniques entre les Etats producteurs et les Etats consommateurs.

J'ai en effet la conviction que l'approvisionnement en pétrole de nos pays ne repose déjà plus sur les mécanismes mis en place par les firmes pétrolières. Il faut désormais que les consommateurs trouvent dans leurs Etats des modalités de soutien, et de négociation avec les pays producteurs. La politique énergétique des Etats et de la Communauté doit devenir une réalité.

Quel rôle peut jouer l'Europe dans ce contexte ?

J'ai déjà mis l'accent sur l'importance que représente pour l'Europe son approvisionnement en pétrole. Il importe que les Etats soient conscients du problème que posent désormais les changements survenus dans les relations entre les pays producteurs et les firmes pétrolières.

La sécurité d'approvisionnement et les augmentations prévisibles du coût de l'énergie sont les deux facteurs qui vont retenir l'attention dans les prochains mois.

Toute politique énergétique qui vise à garantir un approvisionnement sûr et durable à des coûts économiquement supportables ne pourra cependant être poursuivie isolément. Il est évident que les Etats ont tout à perdre en protégeant une politique de surenchère à l'égard des producteurs. Les négociations qui s'élaboreraient en ordre dispersé, où chaque pays soutiendrait ses intérêts nationaux, ne pourraient conduire qu'à la détérioration des positions existantes, et/ou à l'augmentation des prix.

C'est la raison pour laquelle j'estime qu'il est important que les responsables politiques énergétiques des pays de la Communauté discutent de la possibilité de trouver une position cohérente :

- à l'égard des autres pays consommateurs (en particulier les USA et le Japon) ;
- à l'égard des pays producteurs.

Un Conseil des Ministres de la Communauté se tiendra à ce sujet le 22 mai prochain. Le souhait de la

Commission est de pouvoir faire prendre conscience aux Etats à la fois de l'ampleur du problème et de la nécessité d'y trouver des solutions, mais aussi du poids que représente l'Europe dans l'ensemble des intérêts en cause.

Les relations avec les pays producteurs doivent à cet égard s'inscrire dans l'ensemble des relations que la Communauté entretient avec les pays tiers, en particulier avec les pays en voie de développement. L'Europe peut jouer un rôle dans le développement économique de ces pays, mais elle doit alors introduire dans la négociation la nécessaire liaison qui existe entre les échanges pétroliers qu'elle souhaite garantir et les relations commerciales où les pays producteurs pourraient espérer des conditions privilégiées en guise de réciprocité. Certes, la balance ne sera pas à notre bénéfice mais il peut être intéressant pour ces pays de pratiquer une politique d'équilibre dans leurs relations extérieures avec tous leurs "clients". En d'autres termes et pour le principal pays producteur en particulier, l'Arabie Saoudite, il pourrait être avantageux de ne pas se lier uniquement avec les USA qui lui offrent certes une couverture politique et militaire, mais risque d'introduire au Moyen-Orient un facteur de déséquilibre dangereux.

De telles questions nous placent au niveau de l'équilibre mondial des plus grandes puissances. Ce n'est pas une surprise : n'a-t-on pas dit que le pétrole, c'était de la politique à 90 % !